

NATIONS UNIES
CONSEIL
DE SECURITE



Distr.
GENERALE
S/4034
23 juin 1958
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

EXPOSE SUCCINCT DU SECRETAIRE GENERAL SUR LES QUESTIONS
DONT EST SAISI LE CONSEIL DE SECURITE ET SUR LE POINT
OU EN EST LEUR EXAMEN

Conformément à l'article 11 du règlement intérieur provisoire du Conseil de sécurité, le Secrétaire général présente, sur les questions dont le Conseil de sécurité est saisi et sur le point où en était leur examen à la date du 21 juin 1958, l'exposé suivant :

1. Question iranienne (voir S/3890)
2. Accords spéciaux prévus à l'Article 43 et organisation des forces armées mises à la disposition du Conseil de sécurité (voir S/3890)
3. Règlement intérieur du Conseil de sécurité (voir S/3890)
4. Statut et règlement intérieur du Comité d'état-major (voir S/3890)
5. Réglementation et réduction générales des armements et renseignements sur les forces armées des Nations Unies (voir S/3890)
6. Désignation d'un gouverneur du Territoire libre de Trieste (voir S/3590)
7. Question égyptienne (voir S/3890)
8. Question indonésienne (voir S/3890)
9. Procédure de vote au Conseil de sécurité (voir S/3890)
10. Rapports sur le Territoire stratégique sous tutelle des îles du Pacifique, établis en exécution de la résolution adoptée le 7 mars 1949 par le Conseil de sécurité (voir S/3890)
11. Demandes d'admission (voir S/3890)
12. Question de Palestine (voir S/3890, S/3916 et S/3944)
13. Question Inde-Pakistan (voir S/3890, S/3895, S/3900, S/3902/Rev.1, S/3903, S/3908, S/3912, S/3916, S/3921 et S/3926)
14. Question tchécoslovaque (voir S/3890)
15. Question du Territoire libre de Trieste (voir S/3890)
16. Question d'Haïderabad (voir S/3890)

17. Notifications identiques adressées au Secrétaire général, le 29 septembre 1948, par les Gouvernements de la République française, du Royaume-Uni et des Etats-Unis d'Amérique (voir S/3890)
18. Contrôle international de l'énergie atomique (voir S/3890)
19. Plainte pour invasion armée de l'île de Taïwan (Formose) (voir S/3890)
20. Plainte pour bombardement aérien du Territoire de la Chine (voir S/3890)
21. Plainte contre le Gouvernement de l'Iran pour non-observation des mesures conservatoires indiquées par la Cour internationale de Justice dans l'affaire de l'Anglo-Iranian Oil Company (voir S/3890)
22. Proposition tendant à inviter les Etats à adhérer au Protocole de Genève de 1925 concernant la prohibition de l'arme bactérienne et à ratifier ledit Protocole (voir S/3890)
23. Demande d'enquête au sujet d'un prétendu recours à la guerre bactérienne (voir S/3890)
24. Lettre en date du 29 mai 1954, adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant par intérim de la Thaïlande auprès de l'Organisation des Nations Unies (voir S/3890)
25. Télégramme en date du 19 juin 1954, adressé au Président du Conseil de sécurité par le Ministre des affaires étrangères du Guatemala (voir S/3890)
26. Lettre en date du 8 septembre 1954, adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant des Etats-Unis d'Amérique (voir S/3890)
27. Lettre en date du 28 janvier 1955, adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de la Nouvelle-Zélande, concernant la question d'hostilités dans la région de certaines îles situées au large de la Chine continentale. Lettre en date du 30 janvier 1955, adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, concernant la question d'actes d'agression commis par les Etats-Unis d'Amérique contre la République populaire de Chine dans la région de Taïwan et d'autres îles chinoises (voir S/3890)
28. Situation créée par l'action unilatérale du Gouvernement égyptien mettant fin au système de gestion internationale du canal de Suez, système confirmé et complété par la Convention du canal de Suez de 1888 (voir S/3890)
29. Mesures que certaines Puissances, notamment la France et le Royaume-Uni, ont prises contre l'Egypte et qui mettent en danger la paix et la sécurité internationales, et sont de graves violations de la Charte des Nations Unies (voir S/3890)
30. La situation en Hongrie (voir S/3890)
31. Aide militaire apportée par le Gouvernement égyptien aux rebelles en Algérie (voir S/3890)
32. Lettre en date du 30 octobre 1956, adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Egypte (voir S/3890)

33. Lettre en date du 13 février 1958, adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant permanent de la Tunisie, concernant la question suivante : "Plainte de la Tunisie au sujet de l'acte d'agression commis par la France contre elle à Sakiet-Sidi-Youssef, le 8 février 1958" (voir S/3967)
34. Lettre en date du 14 février 1958, adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant permanent de la France, concernant la question suivante : "Situation résultant de l'aide apportée par la Tunisie à des rebelles, permettant à ceux-ci de mener à partir du territoire tunisien des opérations dirigées contre l'intégrité du territoire français et la sécurité des personnes et des biens des ressortissants français" (voir question 39 a) ci-dessous) (voir S/3967)
35. Lettre en date du 20 février 1958, adressée au Secrétaire général par le représentant du Soudan (voir S/3967)
36. Plainte du représentant de l'URSS, contenue dans une lettre en date du 18 avril 1958 au Président du Conseil de sécurité et intitulée : "Adoption de mesures urgentes pour faire cesser les vols d'aéronefs militaires des Etats-Unis d'Amérique, armés de bombes atomiques et de bombes à l'hydrogène, dans la direction des frontières de l'Union soviétique" (voir S/3996 et S/4002)
37. Lettre en date du 22 mai 1958, adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant du Liban, concernant la question suivante : "Plainte du Liban touchant une situation créée par l'intervention de la République Arabe Unie dans les affaires intérieures du Liban, et dont la prolongation est susceptible de menacer le maintien de la paix et de la sécurité internationales" (voir S/4017, S/4021 et S/4027)
38. Lettre en date du 29 mai 1958, adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de la Tunisie concernant la question suivante : "Plainte de la Tunisie au sujet d'actes d'agression armée commis contre elle par les forces militaires françaises stationnées sur son territoire et en Algérie, depuis le 19 mai 1958" (voir S/4021)
39. Lettre en date du 29 mai 1958, adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de la France, concernant la question suivante : a) "La plainte formulée par la France contre la Tunisie le 14 février 1958" (voir point 34 ci-dessus) et b) "La situation créée par la rupture, du fait de la Tunisie, du modus vivendi qui s'était établi depuis le mois de février dernier sur le stationnement de troupes françaises en certains points du territoire tunisien" (voir S/4021)

A sa 826ème séance, tenue le 18 juin 1958, le Conseil de sécurité a poursuivi l'examen de ces deux questions. Les représentants de la France et de la Tunisie ont informé le Conseil que, le 17 juin, les deux gouvernements avaient conclu, sous la forme d'un échange de lettres, un accord qui prévoit l'évacuation par les

troupes françaises du territoire tunisien, à l'exception de Bizerte, dans un délai de quatre mois, et des négociations destinées à définir un régime provisoire pour la base de Bizerte. Le Président du Conseil de sécurité a applaudi aux déclarations des représentants de la France et de la Tunisie et il a félicité les deux gouvernements d'avoir réussi à surmonter leurs difficultés au moyen de négociations directes.
